

Le Maroc n'a presque plus rien à privatiser

29/08/2007

Sur la seule période 2000/2005, elles auront rapporté plus de 69 milliards de DH. Créant une dépendance au niveau du budget de l'Etat qui n'est pas sans inquiéter. Et quand la source se tarira?, s'interrogent d'aucuns. Depuis le début de la décennie, l'autonomie de la loi de Finances par rapport aux recettes de privatisations ne sera effective qu'à partir de 2006. Déclenchées en 1989 par la promulgation de la loi n°39-89 autorisant le transfert d'entreprises publiques au secteur privé, les privatisations n'ont réellement été amorcées qu'en 1993. Energie, mines, industrie, finances, banques, tourisme et bien sûr les télécoms, tous les secteurs y passent. Les plus grosses entreprises du pays tombent entièrement ou en partie dans l'escarcelle du privé. L'Etat se désengage. Décriées par les uns, louées par les autres, les opérations de privatisation ont quand même permis la libéralisation de certains secteurs, tout en favorisant un courant d'investissements privés d'envergure avec des retombées positives sur l'emploi et la productivité. Sans toutefois négliger «la dimension financière, très appréciable, son impact sur la vie économique nationale et sa contribution au financement des dépenses de l'Etat».

C'est en tout cas ce que constate la DEPP (Direction des Entreprises Publiques et de la Privatisation), dans un récent document intitulé: « Impact de la privatisation sur l'investissement au Maroc ». Pari réussi? Il est certain qu'en plus de l'amélioration des performances des entreprises, les opérations génèrent aujourd'hui des recettes fiscales, de l'emploi, de la valeur ajoutée. Autre point évoqué dans le document de la DEPP, l'impact du processus sur l'image du Maroc au plan international. Pour les Finances, les appels d'offres internationaux et les grandes opérations telles que Maroc Telecom ou la Régie des Tabacs, ont attiré l'attention des milieux d'affaires internationaux et contribué sensiblement à renforcer l'image de l'économie marocaine à l'étranger. «La communauté financière internationale a apprécié les modalités de réalisation de ces opérations, considérant que celles-ci ont été menées avec un haut niveau de professionnalisme et de transparence».

Le document attribue même la révision positive, en 2005, de la notation du Maroc par les deux agences de rating Standard & Poor's et Moody's, à l'ouverture économique et au climat d'investissement favorable. Les secteurs industriels, des télécommunications, du tourisme et de l'énergie ainsi que la finance ont intéressé de gros opérateurs internationaux. Ce sera en tout plus de 67 milliards de DH à fin 2006. La France est largement en tête du peloton des investissements directs étrangers (IDE) avec près de 70% du volume. Altadis, Vivendi Universal, Renault, BNP Paribas, Fram... Les investisseurs de l'Hexagone sont bien implantés. L'Espagne arrive en deuxième position avec 13,50%.

C'est assurément les télécommunications qui auront attiré la part la plus importante des IDE, essentiellement durant la période 1999-2003 avec un volume cumulé représentant près de 55 %. L'industrie a été attractive: Sonasid (sidérurgie), Cior (ciment) et la Régie des Tabacs représentent à elles seules 75% de l'ensemble des recettes de 1993 à 2003. Le secteur financier et des holding a drainé sur la période 1994-1997, des opérations de privatisation importantes. Celles-ci ont concerné des institutions bancaires telle que la BMCE et des sociétés holding (SNI) qui ont drainé des flux considérables d'IDE représentant 55% du total reçu par le Maroc pendant cette période.

Le secteur des services a enregistré également un important flux d'IDE grâce à la privatisation d'entreprises hôtelières et de transport. Tel est le cas des hôtels Dunes d'Or et Malabata qui ont été cédés respectivement aux groupes FRAM et à la société saoudienne Malabata International. Enfin l'énergie, les mines et le pétrole, avec des opérations portant, entre autres, sur la Samir et la Société chérifienne des pétroles. La palme d'or de la plus grosse recette revient au mastodonte de la télécommunication Maroc Telecom dont la cession de 35% du capital a généré 23,3 milliards de DH en 2001.

Les recettes de privatisation inscrites dans le projet de loi de Finances pour 2007 sont estimées à 4,5 milliards de DH. Les 4% de Maroc Telecom, cédés ces derniers mois, ont, à eux seuls, dépassé cette barre (4,57 milliards de DH). A cela, il faut rajouter 327,6 millions de DH pour la vente de Drapor et enfin les 2,25 milliards de DH de Comanav. Il est clair que le meilleur est derrière nous. Que reste-t-il à vendre? L'argentier du Royaume devra certainement trouver d'autres ressources pour boucler ses budgets.

La Bourse redynamisée

Depuis 1989, année coïncidant avec la première privatisation par le marché, la capitalisation boursière a été multipliée par plus de 83, passant de 5 milliards de DH à 417 milliards à fin 2006, souligne la DEPP. Les sociétés privatisées pèsent pour plus de la moitié sur le marché de Casablanca. On remarque, également, une forte corrélation entre l'amélioration des indicateurs boursiers et le rythme des privatisations.

A noter que plus de 15% des recettes de privatisation ont été réalisées par des opérations de cession en bourse. Ces introductions ont amélioré la liquidité et la profondeur du marché financier, créant des conditions attrayantes pour les investisseurs et favorisant le développement de professions et d'activités nouvelles (banques d'affaires, OPCVM, sociétés de Bourse...). Sur le plan du renforcement de l'actionnariat populaire, la participation du public et des salariés aux opérations de privatisation, notamment celles faisant l'objet d'appels publics à l'épargne, sont aussi un motif de fierté. Les privatisations suscitent toujours l'engouement du public qui sursouscrit plusieurs fois les titres mis en vente. Ainsi, la Bourse a connu de 10.000 à 20.000 souscripteurs pour les premières opérations, puis 50.000 pour la BMCE, la SNI et la Samir, alors que le record a été enregistré avec Maroc Telecom qui a attiré 130.000 souscripteurs.

Amine Boushaba

Source: L'Economiste

<http://www.yabiladi.com/article.php?cat=economie&id=1327>